

Mardi 8 mai 2007

COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES DU MARDI 08 MAI 2007

Un Conseil des Ministres s'est tenu ce mardi 08 mai 2007 de 11 heures à 13 heures 30 minutes au Palais de la Présidence de la République, sous la présidence du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, Son excellence Monsieur SORO Kigbafori Guillaume.

Avant d'aborder son ordre du jour consacré principalement à l'examen de plusieurs projets de décrets portant Organisation de Ministères, le Conseil a entendu deux communications de Monsieur le Premier Ministre relatives d'une part, à la mission qu'il a conduite le 04 mai 2007 auprès du groupe de la Banque Africaine de Développement, temporairement délocalisée à Tunis, et d'autre part, à la situation socio-politique marquée cette semaine par la rencontre entre le Chef de l'Etat, le Premier Ministre et les militaires ivoiriens.

S'agissant de la mission auprès de la Banque Africaine de Développement à Tunis, la délégation conduite par le Premier Ministre, qui comprenait outre le Ministre de l'Economie et des Finances, le Ministre en charge de l'Intégration Africaine, a eu plusieurs séances de travail fructueuses, respectivement avec les autorités tunisiennes représentées par le Premier Ministre, Son Excellence Monsieur Mohamed GHANNOUCHI, le Président, Le Conseil d'Administration du Groupe de la Banque Africaine de Développement et sa Vice-Doyenne, l'Américaine Madame TERRY.

Au terme de cette visite de travail, il convient de retenir :

- ✚ Le soutien exprimé à l'accord de Ouagadougou par l'ensemble des personnalités rencontrées, qui, se félicitant des progrès déjà réalisés dans sa mise en œuvre ont souhaité le retour rapide et définitif de la paix dans notre pays.
- ✚ La réactivation de la Commission mixte de Coopération Ivoirio-Tunisienne par la tenue très prochaine de la réunion d' Abidjan.
- ✚ Le soutien des autorités tunisiennes de la requête formulée par la Côte d'Ivoire, visant le retour de la Banque Africaine de Développement à son siège à Abidjan.
- ✚ Le soutien de la position ivoirienne par le Président et la quasi-totalité des membres du Conseil d'Administration du Groupe de la Banque Africaine de Développement.

Aussi, fort de ces acquis au cours des séances de travail effectuées, une délégation du gouvernement ivoirien conduite par le Ministre d'Etat, Ministre du Plan et du Développement, Gouverneur au titre de la Côte d'Ivoire à la Banque Africaine de Développement, prendra part aux Assemblées annuelles de cette Institution à Shanghai, en Chine, les 15 et 16 mai 2007. Assemblées aux cours desquelles la question du retour de la Banque Africaine de Développement à son siège d'Abidjan sera abordée.

S'agissant de la situation socio-politique marquée cette semaine par la rencontre du lundi 07 mai 2007 entre le Chef de l'Etat, le Premier Ministre et les militaires conduits par les Chefs d'Etat majors des Forces de Défense et de Sécurité et des Forces Armées des Forces Nouvelles, le Premier Ministre a indiqué qu'il s'agissait pour les signataires de l'Accord politique de Ouagadougou, d'expliquer cet accord aux hommes en armes.

Le Premier Ministre a également indiqué qu'un certain nombre de questions, dont le règlement est en cours, seront discutées dans quelques jours au sein de la Commission d'Evaluation et d'Accompagnement (CEA).

Il s'agit notamment de la question des grades et de la reforme de l'armée.

Au demeurant, le Facilitateur, Son Excellence Monsieur Blaise COMPAORE, Président du Burkina Faso, Président en exercice de la CEDEAO, recevra dès demain mercredi 09 mai 2007, les deux délégations ayant négocié l'Accord de Ouagadougou.

Abordant son ordre du jour, le Conseil des Ministres a examiné, au titre des mesures générales, plusieurs projets de décrets portant organisation de ministères.

Après analyse des textes sur présentation des Ministres respectifs des départements concernés, le Conseil a adopté quatre (04) projets de décrets. Il s'agit :

- ✚ D'un projet de décret portant organisation du Ministère de l'Intérieur,
- ✚ D'un projet de décret portant organisation du Ministère de la Reconstruction et de la Réinsertion,
- ✚ D'un projet de décret portant organisation du Ministère de la Solidarité et des victimes de guerre,
- ✚ Et d'un projet de décret portant organisation du Ministère des Transports.

Au titre des mesures individuelles, le Conseil a également examiné, sur proposition des membres du Gouvernement concernés, plusieurs communications relatives à la nomination de Directeurs de Cabinet Ministériels.

Après examen des projets de décret, le Conseil a adopté et autorisé la nomination des Directeurs de Cabinet :

-  du Ministère de l'Intérieur,
-  du Ministère des Transports,
-  du Ministère de l'Education Nationale,
-  du Ministère de la Construction, de l'Urbanisme et de l'Habitat,
-  du Ministère de la Ville et de la Salubrité Urbaine,
-  du Ministère de la Famille de la Femme et des Affaires Sociales,
-  du Ministère du Tourisme et de l'Artisanat,
-  du Ministère de la Culture et de la Francophonie,
-  et du Ministère de la Reconstruction et de la Réinsertion.

Le Conseil a par ailleurs, donné son agrément pour la tenue en Côte d'Ivoire de plusieurs réunions et pour la participation de notre pays à la 3^{ème} Conférence de l'Union des Ministres en charge du Transport Aérien et à la 86^{ème} réunion du Bureau de la Commission Africaine de l'Aviation Civile (CAFAC), à Addis-Abeba (Ethiopie), du 05 au 18 mai 2007.

Avant de lever la réunion, le Conseil a entendu une communication du Ministre des Transports, relative à l'accident du Boeing B 737-800 de la Compagnie Kenya Airways survenu le vendredi 04 mai 2007 à Douala (Cameroun).

Le vol KQ 507 de la Compagnie aérienne Kenya Airways qui effectuait le 04 mai 2007, la liaison Abidjan-Nairobi via Douala, s'est écrasé peu après son décollage

de l'aéroport de Douala avec 117 passagers à bord, dont six Ivoiriens embarqués à l'aéroport International Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan.

Le Gouvernement Ivoirien exprime sa compassion aux autorités Camerounaises et à tous les pays endeuillés par cette tragédie. Le Gouvernement de Côte d'Ivoire s'incline devant la dépouille des victimes au nombre desquelles figurent six (06) de nos compatriotes dont 02 femmes et 04 hommes et assurera à leur famille l'assistance nécessaire.

L'avion de la compagnie aérienne Kenya Airways assurant le Vol KQ 507 d'Abidjan à Nairobi via Douala a quitté l'Aéroport International Félix Houphouët-Boigny

D'Abidjan le 04 mai 2007 à 18 heures 45 minutes GMT.

Au départ d'Abidjan, il avait à son bord au total 63 personnes dont 56 passagers et 7 membres d'équipage.

Les opérations d'escale notamment l'embarquement des passagers, l'avitaillement en carburant et le contrôle de la circulation aérienne se sont déroulées normalement à Abidjan.

L'avion s'est posé sans incident à Douala à 21heures GMT. Il a décollé de Douala pour Nairobi à 23 heures 06 minutes GMT, avec à son bord 114 personnes, dont 105 passagers et 9 membres d'équipe, avant de s'écraser peu après à Kiribi au Sud de Douala.

Au stade des informations en possession du Ministère des Transports, les recherches terrestres et aériennes ont permis de repérer l'épave dans une zone marécageuse ; ce qui ne laissant ainsi aucune lueur d'espoir quant à l'existence de rescapés de passagers et membres d'équipage.

Conformément à l'Article 37 de la Convention de Chicago relative à l'Aviation Civile Internationale, le Cameroun, en sa qualité de pays d'occurrence de l'accident, a ouvert une enquête sur cette catastrophe.

Aussi, notre pays qui compte malheureusement des ressortissants parmi les victimes de cet accident a pris les mesures suivantes :

✚ Conformément au plan d'urgence de l'Aéroport d'Abidjan, un Comité de gestion de crise présidé par l'ANAC et comprenant les structures ci-après : la SODEXAM, l'ASECNA, l'AERIA, la Police Aéroportuaire, la Gendarmerie Aéroportuaire, la Régie d'Assistance en Escale, la compagnie Kenya Airways a été immédiatement mis en place.

✚ Il a été créé au sein de ce Comité, une cellule de suivi présidée par Monsieur KAKO Doma Laurent, Conseiller du Directeur de l'ANAC et comprenant outre l'ANAC, la régie d'Assistance en Escale, Aéria et Kenya Airways.

Le Comité de gestion de crise est chargé de collecter tous les renseignements en vue d'informer les autorités de Côte d'Ivoire et du Cameroun ainsi que les pays dont des ressortissants étaient à bord de cet avion.

Par ailleurs, seule l'enquête technique menée par la commission d'enquête instituée par les autorités aéronautiques du Cameroun en qualité de pays d'occurrence de l'accident, permettra de déterminer les causes probables de cette catastrophe aérienne et Conformément aux dispositions de la Convention internationale régissant les enquêtes d'accidents d'avion, la Côte d'Ivoire, membre associé est en train de prendre les dispositions de s'associer à l'enquête technique en tant que pays d'origine du vol et pays ayant des ressortissants à bord de l'avion sinistré.

Fait à Abidjan, le 08 mai 2007

Le Ministre de l'Intégration Africaine
Porte-parole du Gouvernement
Amadou KONE